

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaine du 15 au 22 décembre 2022

Résumé :

- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- Les indicateurs avancés de l'activité d'octobre confirment la décélération prévue pour le T4.
- Le gouvernement annonce que la réforme fiscale sera une priorité en créant un Secrétariat d'Etat spécialisé.
- Le gouverneur de la Banque centrale réaffirme l'autonomie de l'institution par rapport à la nouvelle administration.
- La PEC de la transition est approuvée par la Chambre des Députés mais sa validité passe de deux ans à un an.
- Evolution des marchés du 15 au 22 décembre 2022.
- Graphique de la semaine : le Brésil se classe 2^{ème} sur 198 pays en termes de gouvernement numérique.

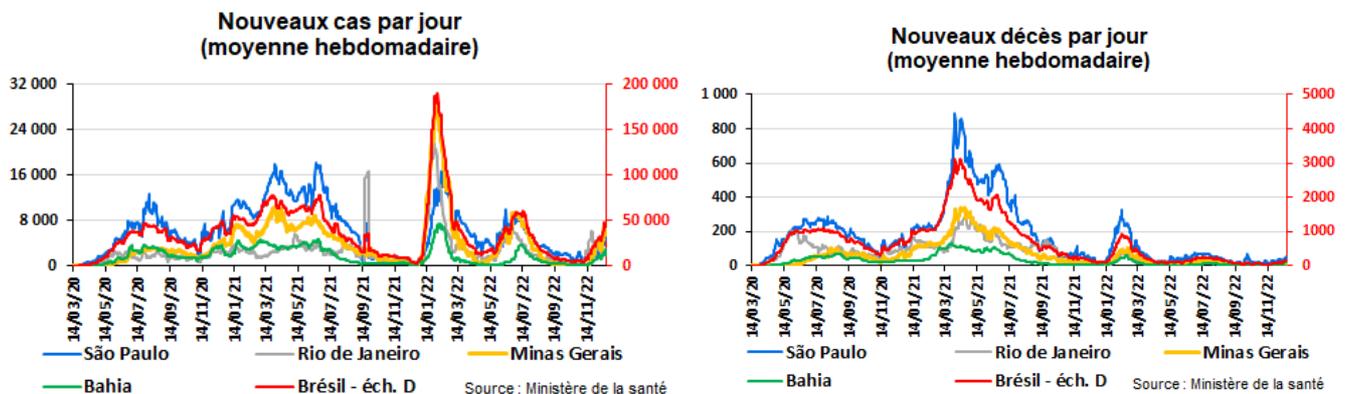
LE CHIFFRE À RETENIR

2^{EME}
(SUR 198 PAYS)

C'est le classement en 2022 du Brésil en termes de gouvernement numérique, selon l'indice *GovTech Maturity* de la Banque mondiale.

Le classement, qui place la Corée du Sud comme leader mondial et la France en 6^{ème}, est construit à partir de divers indicateurs notamment le niveau de services publics numériques offerts par le gouvernement, et la participation numérique des citoyens (cf graphique de la semaine).

Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.



Selon le ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 46 349 nouveaux cas de Covid-19 et 161 décès par jour (contre 29 776 et 90 la semaine précédente). Au 20 décembre, le Brésil compte au total 36 M contaminations détectées et 692 000 décès depuis le début de la pandémie.

Les indicateurs avancés de l'activité d'octobre confirment la décélération prévue pour le T4.

L'indice I'IBC-Br, indicateur avancé du PIB brésilien, a affiché une quasi-stabilité (-0,05%) en octobre (m.m. cvs), nettement en-dessous des attentes du marché (+0,4%). C'est le deuxième mois consécutif pour lequel l'indicateur reste stable, ce qui pointe la réduction de la croissance économique observée durant les trois premiers trimestres de 2022. Cette tendance est à mettre en lien avec la politique monétaire restrictive au Brésil et le ralentissement de l'économie mondiale. En outre, les chiffres reflètent le tassement de l'effet de rebond observé dans les secteurs de service, notamment ceux de proximité, avec la réouverture de l'économie postpandémie.

Grâce à la forte croissance observée lors des trois premiers trimestres de l'année, l'indice reste élevé et affiche une croissance de +3,7% sur les 12 derniers mois. Par rapport au mois dernier, on note là aussi en décélération (+4,5% en septembre). La BCB indique que les opérateurs de marché tablent actuellement sur une progression de +3% du PIB en 2022.

Le résultat de l'IBC-Br d'octobre s'explique selon les chiffres de l'IBGE par un recul de l'activité dans les services (-0,6%) compensé en partie par une croissance dans le commerce de détail (+0,5%) et de l'activité industrielle (+0,3%).

Après cinq mois consécutifs de hausse, le volume des services affiche une baisse au mois d'octobre de -0,6%, expliquée en grande partie par les services aux ménages (-1,5% sur le mois) qui est l'unique segment encore en-dessous du niveau pré-pandémie (-6% par rapport à février 2020). Les services, qui avaient établi le mois dernier un record en dépassant le pic d'activité de novembre 2014, restent néanmoins le secteur le plus dynamique, avec une progression de 9,5% sur les 12 derniers mois.

La croissance de l'activité de +0,5% dans le commerce de détail s'explique par l'amélioration du revenu disponible en raison de la dynamique de l'emploi et du soutien budgétaire du gouvernement au pouvoir d'achat des ménages. Les ventes au détail bénéficient de la progression du segment des ventes de meubles et d'appareils électroménagers (+2,5%)

en lien avec les promotions anticipées du *Black Friday*.

La production industrielle a légèrement augmenté de +0,3% principalement grâce à l'industrie extractive (+0,6%). L'activité manufacturière reste stable sur le mois, toujours impactée par des problèmes logistiques. Selon le président de l'Anfavea (Association sectorielle des fabricants d'automobile), ces difficultés devraient perdurer au cours des prochains mois, avant un retour à une forme de normalisation.

L'IBC-Br est produit mensuellement par la Banque centrale du Brésil (BCB), vise à mesurer l'évolution de l'activité économique du pays dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de politique monétaire. Il intègre des variables considérées comme des proxys de la performance de divers secteurs de l'économie.

Le gouvernement annonce que la réforme fiscale sera une priorité en créant un Secrétariat d'Etat spécialisé.

Après l'annonce la semaine passée du nom du futur Ministre des Finances, Fernando Haddad¹, les membres de l'équipe du gouvernement Lula 3 qui entrera en fonction dès le début de l'année 2023 continuent d'être progressivement dévoilés.

Un Secrétariat spécial à la réforme fiscale sera ainsi créé au sein du ministère des Finances, avec Bernard Appy nommé à sa tête. Cet économiste et actuel directeur du Centre de citoyenneté fiscale (CCiF) est connu comme l'auteur d'une des deux propositions d'amendement constitutionnel visant réformer le système fiscal brésilien (PEC 45), déposé en 2019 et depuis bloqué au Congrès.

M. Appy s'est dit confiant afin que la réforme soit approuvée en 2023, ce qui, selon lui, mettrait fin à près de 35 ans de débat sur la révision de la politique fiscale au Brésil. Le texte qui sera débattu par les parlementaires devrait se baser sur les propositions d'amendement bloqués actuellement au Congrès, qui consistent notamment à taxer la valeur ajoutée. Selon M. Appy cela permettrait de simplifier le schéma d'imposition en unifiant diverses taxes.

¹ Voir [Brèves de la semaine précédente](#).

Tout comme la définition d'un nouveau cadre budgétaire, le vote d'une réforme fiscale est considéré comme une priorité par le nouveau gouvernement. Elle doit permettre de s'attaquer à la complexité fiscale et autocratique tant critiquées par les entreprises, et augmenter in fine la croissance potentielle du pays. **Le gouvernement souhaite également corriger la faible progressivité de l'impôt, désignée comme une « injustice fiscale »** par Lula. Le futur Ministre des Finances a ainsi déclaré avoir reçu comme mission du Président élu « **d'intégrer le pauvre dans le budget, et le riche dans l'impôt sur le revenu** »².

Le gouverneur de la Banque centrale réaffirme l'autonomie de l'institution par rapport à la nouvelle administration.

Robert Campos Neto, l'actuel gouverneur de la BCB, a réaffirmé l'autonomie de l'institution qu'il dirige par rapport au gouvernement. Il a notamment évoqué l'agenda de développement technologique, en rappelant que les projets en cours sont rattachés à l'institution et non pas au Président.

La BCB a en effet un statut d'autonomie *de jure*, sur lequel le Président élu Lula n'entend pas revenir. Pendant sa campagne, il a déclaré ne pas vouloir remettre en cause ce statut, et ce bien qu'il soit favorable à certains changements, comme l'introduction d'objectifs de croissance et d'emploi dans le statut de la banque centrale.

M. Campos Neto a indiqué aussi qu'il irait au bout de son mandat prenant fin en 2024, mettant fin aux rumeurs selon lesquelles il ne travaillerait pas avec la nouvelle administration. Il a également indiqué qu'il n'envisageait pas de se porter candidat à sa succession. **Qualifié par Lula « d'économiste compétent », il a mis en avant le fait que l'autonomie de la BCB sera pour la première fois « testée », dans le sens où le nouveau Président n'a pour la première fois pas la main sur la**

nomination du gouverneur au début de son mandat. Ce statut est en effet récent, et date de la réforme de février 2021.

Le président de la BCB a par ailleurs mis en garde contre les effets négatifs d'un retour à l'utilisation massive du crédit subventionné, comme celle qui avait pu être menée lors des précédents mandats de Lula. M. Campos Neto dit craindre une perte du pouvoir de la politique monétaire dans l'éventualité d'un retour des taux subventionnés appliqués par les Banques publiques. Selon lui, en faisant baisser la proportion de prêts octroyés dans des conditions de marché, les décisions de la BCB sur le niveau du taux directeur ont un impact plus faible. Le taux neutre augmentant³, la Banque centrale aurait donc besoin d'augmenter davantage les taux d'intérêt pour avoir le même impact sur l'économie.

La PEC de la transition est approuvée par la Chambre des Députés mais la validité passe de deux ans à un an.

A leur tour, les députés ont validé le projet d'amendement constitutionnel porté par l'équipe de transition du gouvernement nouvellement élu, dite **PEC da Transição (PEC de la transition)**. L'objectif est de dégager de l'espace budgétaire pour financer les promesses de campagne de Lula, qui sera investi le 1^{er} janvier prochain.

Par rapport à la version amendée par le Sénat début décembre, un changement important est intervenu sur la durée de d'application de la mesure. Les Députés ont accordé une durée d'un an seulement à la PEC de Lula, contrairement aux deux ans qui avaient été accordés par le Sénat (budgets 2023 et 2024) et à la demande initiale de l'équipe de transition pour une durée indéterminée. Cette altération a été accueillie plutôt positivement par les marchés.

² « *Lula me disse que o ministro da Fazenda tem uma única preocupação : colocar o pobre no Orçamento e o rico no Imposto de Renda* »

³ Le taux neutre est le taux directeur d'équilibre permettant de concilier croissance de l'économie et inflation sous contrôle.

Une autre modification concerne une partie des fonds parlementaires (*emendas*), connus sur le nom de « *budget secret* » en raison du manque de transparence dans leur utilisation. Critiqués par l'opposition et par la société civile comme une source potentielle de pratiques clientélistes et de corruption, ce fonds a été jugé inconstitutionnel par la Cour suprême (STF) cette semaine. Les députés ont donc réalloué ces ressources (19,4 Mds BRL soit ~ 3,5 Mds EUR) pour moitié vers une autre composante du fonds parlementaire (plus transparent), et pour moitié vers des dépenses d'investissement décidées par le gouvernement.

En revanche le montant alloué à la PEC pour le dépassement du plafond de dépenses reste le même⁴ : 145 Mds BRL (~26 Mds EUR). Le gouvernement Lula 3 sera ainsi en mesure de financer l'augmentation de l'allocation sociale *Auxílio Brasil*⁵ de 400 à 600 BRL (~110 EUR), ainsi que mettre en place d'autres priorités comme l'augmentation en termes réels du salaire minimum.

Au sens large, plus de 200 Mds BRL (~35 Mds EUR) pourront dépasser le plafond de dépenses car la PEC autorise la comptabilisation, en dehors de ce plafond, de certaines dépenses (principalement d'investissement) à la condition qu'elles proviennent de recettes extraordinaires (recettes fiscales non-prévues, recettes propres dans le secteur de la Santé ou l'Education, etc.).

La PEC prévoit également que le gouvernement propose un nouveau cadre budgétaire en remplacement au plafond de dépenses actuel jusqu'au 31 août 2023. Ce nouveau mécanisme de contrôle budgétaire pourra être voté par une Loi Complémentaire, sans nouvel amendement constitutionnel nécessaire⁶. Du fait des modifications du texte par la Chambre des députés, le texte a de nouveau été présenté au Sénat qui l'a voté.

Evolution des marchés du 15 au 22 décembre 2022.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+3.6%	+3.1%	108 161
Risque-pays (EMBI+ Br)	+24pt	-51pt	275
Taux de change R\$/USD	-3.1%	-9.0%	5.17
Taux de change R\$/€	-3.2%	-14.0%	5.51

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

⁴ Le plafond des dépenses est un dispositif fiscal qui plafonne les dépenses totales du gouvernement fédéral brésilien pour une année donnée.

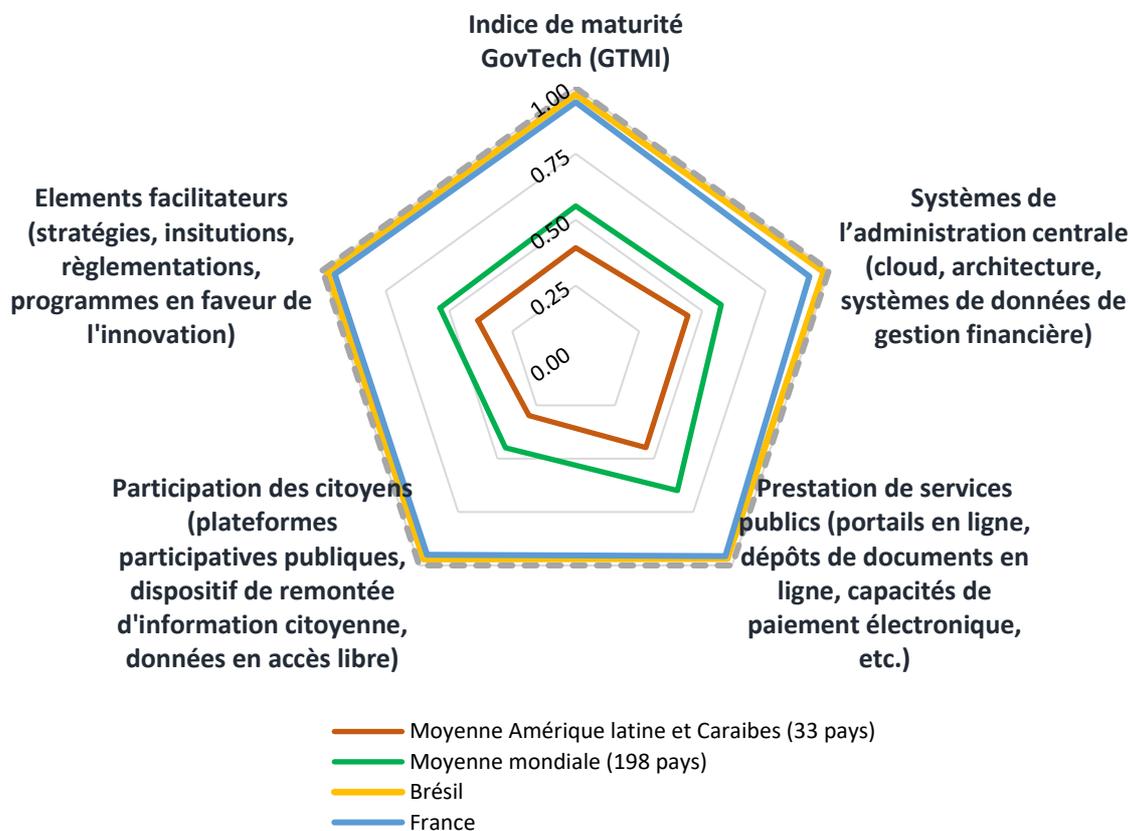
⁵ L'allocation est désormais renommée « *Bolsa Família* » du nom du programme instauré sous le 1^{er} mandat Lula en 2004

⁶ Les députés ont en effet rejeté une proposition d'amendement du *Partido Novo* qui voulait supprimer ce dispositif facilitant la future adoption du prochain cadre budgétaire. Le projet aura donc seulement besoin des votes de 257 députés et de 41 sénateurs, (contre les votes de 308 députés et 49 sénateurs que nécessite une PEC)

Graphique de la semaine : le Brésil se classe 2^{ème} sur 198 pays en termes de gouvernement numérique.

Indice 2022 GovTech Maturity (GTMI) et ses 4 composantes (2022)

Avec un indice de 0,975 obtenu grâce à de très bonnes performances dans les 4 composantes, le Brésil est en meilleure position que la France (0,945), et loin devant la moyenne mondiale (0,552) et la zone Amérique latine-Caraïbes (0,541).



Source : GovTech Maturity Index 2022 produit par la Banque Mondiale, SER Brasilia.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international